

Paris, le 26 janvier 1887.

Légation de Suisse
en
France.

fo. 117

M. 2/3

1/87
Confidentielle?

En circulation
28. 5. 87

Monsieur le Président,

Vu le départ d'une personne de confiance à laquelle je puis remettre le présent rapport, je me hâte de vous rendre compte d'un entretien que je viens d'avoir avec M. Florens sur la situation générale; il est six heures du soir, en sorte que je suis obligé d'écrire en toute hâte.

M. le Ministre des Affaires étrangères permet à penser que la paix ne sera pas troublée; les affaires de Bulgarie commencent à entrer dans la voie de l'arrangement. Si M. de Bismarck tient parole et si l'Allemagne

Monsieur
Monsieur Dros
Président de la Confédération,
à Berne.



7885
1811
n'attaque pas la France; on peut être
— certain que la France n'attaquera pas
l'Allemagne. — Et cependant, a continué
M. Florent, je ne puis m'empêcher d'être
nerveux et d'avoir de l'inquiétude; l'Allemagne
a 63000 hommes en Alsace Lorraine, soit
18000 de plus que les garnisons françaises
correspondantes; il est parfaitement exact
que tout est minutieusement préparé pour
une mobilisation allemande et cela jusque
dans les plus petits détails, le long de
la frontière; tout cela peut encore s'expliquer
à titre de manœuvres électorales; je ne demande
pas mieux que de croire à cette version, mais
ce qui me préoccupe, c'est l'attitude de l'Italie;
elle fait sur une grande partie de la frontière
des préparatifs militaires, comme si nous
étions, non pas à l'avant-veille, mais à
la veille d'une déclaration de guerre; elle paye
des journées quadruples pour faire travailler

travailler au milieu des neiges dans les passages des Alpes. A qui en veut-elle? Est-ce à nous? Est-ce à vous? J'ai demandé à M. Arago de se renseigner sur les concentrations d'"alpini" à votre frontière. J'en viens à me demander si les Italiens qui nous le laissons, convoitent Nice et la Savoie, ne cherchent pas à se faire déclarer la guerre par nous pour faire intervenir le "casus foederis" entre eux et les Allemands. Alors M. de Bismarck, sans avoir dit le contraire de la vérité, ^{pourra} marcher sur la France sans avoir pris l'initiative de l'attaque. Je ne peux rien préciser; ce sont des craintes vagues; mais, par moment, elles m'envahissent. Si par malheur et contre mon attente, elles venaient à se réaliser, l'importance de la neutralité de la Suisse est bien grande pour nous et vous pouvez être assuré que nous vous

tiendrons au courant de tout ce que nous
pourrons apprendre qui serait de nature
à faciliter ou à accélérer vos mesures de
précaution. Les travaux des Italiens au Mont
Cenis me préoccupent et nous nous demandons
s'ils veulent tenter un coup de surprise sur
la Savoie. — A propos, j'ai demandé au
Ministre de la Guerre ce qui en était de
cette histoire de fortifications du Salève près
de Genève : c'est absolument faux. Mais
si la guerre devait éclater dans le voisinage
immédiat de la Savoie neutralisée, nous
pourrions avoir à régler entre nous les
conditions de l'occupation de cette contrée par
vos troupes avant le retrait des nôtres et de
la garantie de la neutralité de ce
territoire. J'ai tort de paraître plus inquiet
que je ne le suis. J'ai encore la ferme
confiance qu'à Berlin on ne veut pas
la guerre plus qu'ici et qu'alors l'Italie
sera bien obligée de se tenir tranquille. —

S'ailleurs - et ici la figure assez abattue
de M. Florence a paru légèrement illuminée
- les affaires des Italiens ne paraissent
pas aller trop bien à Souakin ou à
Massouah, sinon le ^{gouvernement} ~~telegraphique~~ italien
n'intercepterait pas tous les télégrammes.
Cependant en voici un qui m'annonce
le départ de Cook et de deux bâtiments
de guerre. Il paraît qu'il y a là un
chef de bande dont les Anglais se sont
débarrassés moyennant finances qui
pourra occuper les Italiens. — Espérons,
ayons confiance que nous verrons la
fin de nos anxiétés sans trop tarder.
Nous ajournons au mois d'avril, à
cause de la situation générale, l'envoi
de nos invitations pour l'Exposition
universelle de 1889; si ces invitations
partent en avril, le délai laissé aux
Gouvernements étrangers pour leurs préparatifs
sera

encore plus long qu'en 1878. J'ai été heureux, soit dit en passant, de pouvoir donner à Constantinople des instructions conformes aux vues de votre Département du Commerce en ce qui concerne les Kalenkiars.

Je ^{vous} serais obligé de bien vouloir faire parvenir à M. M. les Colonels Pfyffer et Buler les deux rapports militaires ci-joints. Leurs auteurs m'affirment que chaque régiment d'artillerie a dû envoyer 44 chevaux et 48 hommes aux régiments stationnés près de la frontière. Les Français prennent donc aussi leurs précautions. Une division du VII^e corps serait complètement sur pied de guerre dans les Vosges et ce corps aurait prochainement son effectif de guerre par des versements d'autres corps. De plus, l'instruction des recrues serait menée, dans certaines de ses parties, plus vite qu'en

Suisse, de façon que ces jeunes soldats
 puissent être mobilisés le 15 mars. "Relata
 refero" sans garantie.

Agriez, Monsieur le Président,
 les assurances de ma très haute
 considération

En toute hâte *Lardy*
 +

reçu
 le 15 mars 1915
 100